

Envoyé en préfecture le 14/04/2025

Reçu en préfecture le 14/04/2025

Publié le

S²LOW

ID : 007-200072015-20250414-CC_2025_078-DE



REGLEMENT DE SERVICE

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

ANNONAY RHONE AGGLO

Tél. : 04 75 69 32 65

Email : regie-assainissement@annonayrhoneagglo.fr

Site internet : www.annonayrhoneagglo.fr

Accès simplifié au règlement de service

Dispositions générales et prescriptions applicables à toutes les installations

Articles 1 à 10

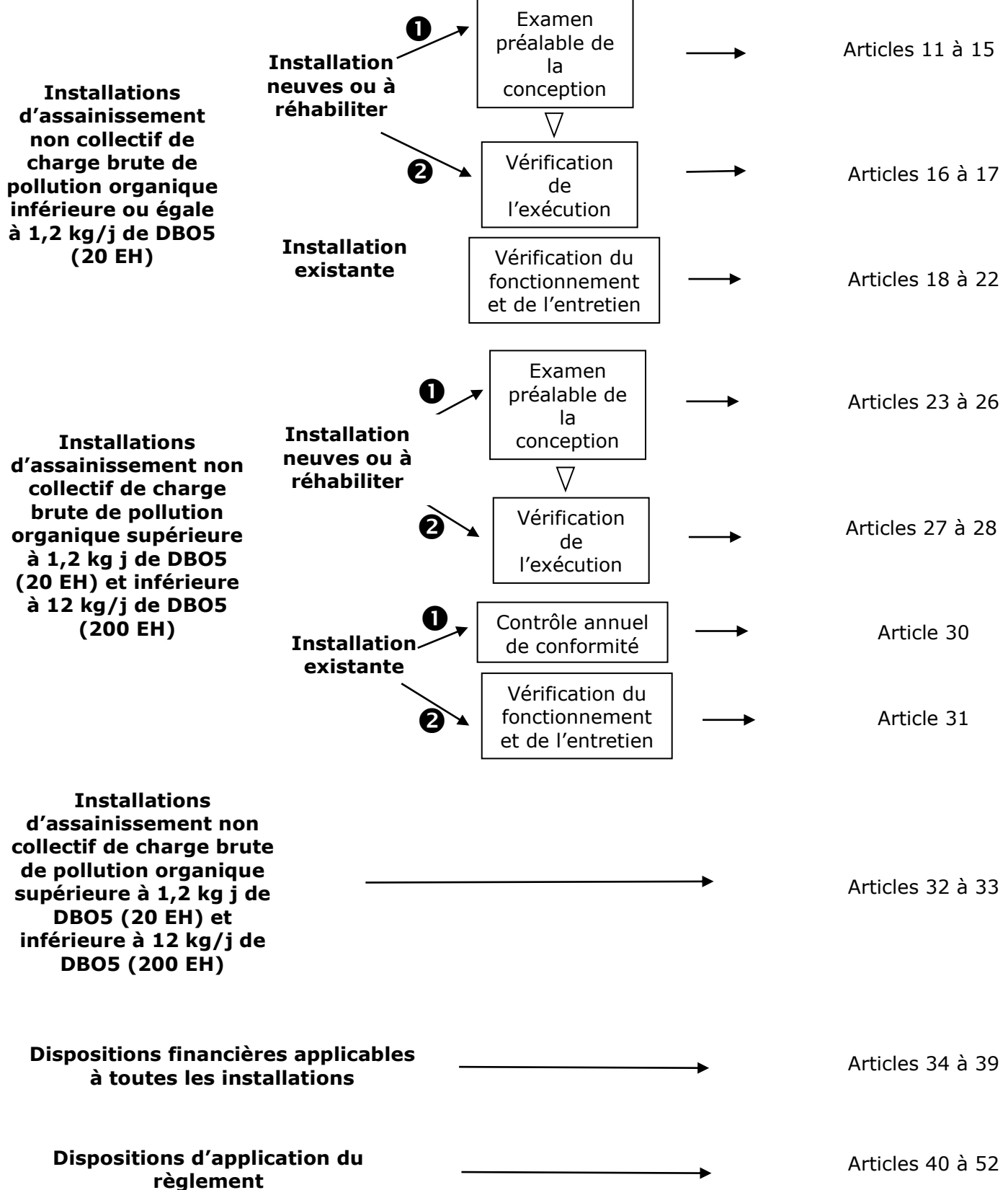


Table des matières

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT	4
ARTICLE 2. CHAMP D'APPLICATION	4
ARTICLE 3. ARTICLE 3 : DEFINITIONS ESSENTIELLES	4
ARTICLE 4. OBLIGATIONS DES USAGERS DU SPANC	4
4.1 OBLIGATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES	4
4.2 OBLIGATION D'EQUIPEMENT	4
ARTICLE 5. DROIT D'ACCES DES AGENTS DU SPANC	4
ARTICLE 6. MODALITES D'INFORMATION DES USAGERS APRES LES VISITES	5
CHAPITRE II - PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS ...	5
ARTICLE 7. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES	5
ARTICLE 8. SEPARATION DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES	5
ARTICLE 9. MISE HORS SERVICE DES DISPOSITIFS 5	
ARTICLE 10. MODE D'EVACUATION DES EAUX USEES TRAITEES	5
CHAPITRE III - CONCEPTION D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE INFERIEURE OU EGALE A 1,2 KG/J DE DBO5 (20 EH)	6
ARTICLE 11. PROCEDURE PREALABLE A LA CONCEPTION, REALISATION, MODIFICATION OU REMISE EN ETAT D'UNE INSTALLATION	6
ARTICLE 12. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE	6
ARTICLE 13. REGLES DE CONCEPTION DES INSTALLATIONS	6
ARTICLE 14. EXAMEN PREALABLE DE LA CONCEPTION DES INSTALLATIONS PAR LE SPANC	6
ARTICLE 15. MODE D'EVACUATION DES EAUX USEES TRAITEES	7
CHAPITRE IV - REALISATION D'UNE INSTALLATION NEUVE DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION INFERIEURE OU EGALE A 1,2 KG/J DE DBO5 (20 EH) 8	
ARTICLE 16. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE	8
ARTICLE 17. VERIFICATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE SPANC	8
CHAPITRE V - BON FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN D'UNE INSTALLATION EXISTANTE DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE INFERIEURE OU EGALE A 1,2 KG/J DE DBO5 (20 EH) 8	
ARTICLE 18. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE ET/OU DE L'OCCUPANT DE L'IMMEUBLE	8

ARTICLE 19. EXECUTION DES OPERATIONS D'ENTRETIEN	9
ARTICLE 20. VERIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES PAR LE SPANC	10
ARTICLE 21. VERIFICATION DE L'ENTRETIEN DES OUVRAGES PAR LE SPANC	10
ARTICLE 22. OBLIGATION EN CAS DE NON CONFORMITE	10
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE SUPERIEURE A 1,2 KG/J DE DBO5 (20EH) ET INFERIEURE A 12 KG/J DE DBO5 (200 EH) 11	
ARTICLE 23. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE ET/OU DE L'OCCUPANT DE L'IMMEUBLE	11
ARTICLE 24. PROCEDURE PREALABLE A LA CONCEPTION, REALISATION, MODIFICATION OU REMISE EN ETAT D'UNE INSTALLATION	11
ARTICLE 25. REGLES D'IMPLANTATION ET DE CONCEPTION DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT	11
ARTICLE 26. EXAMEN PREALABLE DE LA CONCEPTION DES INSTALLATIONS PAR LE SPANC	12
ARTICLE 27. MODE D'EVACUATION DES EAUX USEES TRAITEES	13
ARTICLE 28. VERIFICATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE SPANC	13
ARTICLE 29. EXECUTION DES OPERATIONS D'ENTRETIEN	13
ARTICLE 30. CONTRÔLE ANNUEL DE CONFORMITE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT PAR LE SPANC	13
ARTICLE 31. VERIFICATION PERIODIQUE DU BON FONCTIONNEMENT ET DE L'ENTRETIEN DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT PAR LE SPANC ...	14
CHAPITRE VII - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE SUPERIEURE OU EGALE A 12 KGJ DE DBO5 (200 EH) 14	
ARTICLE 32. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE ET/OU DE L'OCCUPANT DE L'IMMEUBLE	14
ARTICLE 33. REGLES DE CONCEPTION, EXECUTION ET D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS 14	
CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINANCIERES	14
ARTICLE 34. REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	14
ARTICLE 35. INSTITUTION DE LA REDEVANCE	14
ARTICLE 36. MODALITES D'INFORMATION SUR LE MONTANT DE LA REDEVANCE	14
ARTICLE 37. REDEVANCES DE LA REDEVANCE	15
ARTICLE 38. RECOUVREMENT DE LA REDEVANCE	15

ARTICLE 39. MAJORATION DE LA REDEVANCE
POUR RETARD DE PAIEMENT 15

CHAPITRE IX - DISPOSITIONS D'APPLICATION 15

ARTICLE 40. SANCTIONS EN CAS D'ABSENCE
D'INSTALLATION OU DE NON
REALISATION DES TRAVAUX
PRESCRITS PAR LE SPANC 15

ARTICLE 41. SANCTIONS POUR OBSTACLE A
L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS
DE CONTROLES 15

ARTICLE 42. MESURES DE POLICE ADMINISTRATIVE
EN CAS DE POLLUTION DE L'EAU OU
D'ATTEINTE A LA SALUBRITE
PUBLIQUE..... 16

ARTICLE 43. CONSTAT D'INFRACTION 16

ARTICLE 44. ABSENCE DE REALISATION,
REALISATION, MODIFICATION OU
REMISE EN ETAT D'UNE
INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT
NON COLLECTIF D'UN BATIMENT
D'HABITATION EN VIOLATION DES
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES EN
VIGUEUR 16

ARTICLE 45. ABSENCE DE REALISATION,
REALISATION, MODIFICATION OU
REMISE EN ETAT D'UNE
INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT
NON COLLECTIF EN VIOLATION DES
REGLES D'URBANISME 16

ARTICLE 46. VIOLATION DES PRESCRIPTIONS
PARTICULIERES PRISES EN MATIERE
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
PAR ARRETE MUNICIPAL OU
PREFECTORAL..... 17

ARTICLE 47. POLLUTION DE L'EAU DUE A
L'ABSENCE D'UNE INSTALLATION
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
OU A SON MAUVAIS
FONCTIONNEMENT 17

ARTICLE 48. LITIGES ET VOIES DE RECOURS 17

ARTICLE 49. OPPOSABILITE DU REGLEMENT 17

ARTICLE 50. APPROBATION ET MODIFICATION DU
REGLEMENT 17

ARTICLE 51. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU
REGLEMENT 17

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement régit les relations entre le service public d'assainissement non collectif (SPANC) et ses usagers.

Il définit les modalités de mise en œuvre de la mission de contrôle (article L2224-8 du code général des collectivités territoriales) assurée par le service. Il fixe les droits et obligations de chacun en ce qui concerne, notamment, les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur fonctionnement, leur entretien, leur réhabilitation et leur contrôle, ainsi que les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif et les dispositions d'application de ce règlement.

ARTICLE 2. CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire des 29 communes d'Annonay Rhône Agglo.

Il est composé des communes d'Annonay, Ardoix, Bogy, Boulieu-lès-Annonay, Brossainc, Charnas, Colombier-le Cardinal, Davézieux, Félines, Limony, Monestier, Peaugres, Quintenas, Roiffieux, Saint-Clair, Saint-Cyr, Saint-Désirat, Saint-Jacques-d'Atticieux, Saint-Julien-Vocance, Saint-Marcel-Lès-Annonay, Savas, Serrières, Talencieux, Thorrenc, Vanosc, Vernosc-Lès-Annonay, Vinzieux, Villevocance et Vocance.

Annonay Rhône Agglo a compétence en matière d'assainissement non collectif. Le Service Public d'Assainissement Non Collectif, nommé ci-après SPANC, assure la mise en œuvre de cette compétence.

ARTICLE 3. ARTICLES 3 : DEFINITIONS ESSENTIELLES

Certains termes spécifiques à l'assainissement non collectif sont expliqués et définis en annexe 1 du présent règlement.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DES USAGERS DU SPANC

4.1 OBLIGATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES

Le traitement des eaux usées des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement est obligatoire (article L.1331-1-1 du Code de la santé publique).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Aussi, le rejet direct des eaux, dans le milieu naturel, en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit.

D'autre part, le rejet d'eaux usées, même traitées, est interdit dans un puisard, un puits perdu, un puits désaffecté, une cavité naturelle ou artificielle profonde.

4.2 OBLIGATION D'EQUIPEME

Tout immeuble existant ou à construire, affecté à l'habitation ou à un autre usage, et qui n'est pas raccordé à un réseau public de collecte des eaux usées, doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif, destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques ou assimilées qu'il produit, à l'exclusion des eaux pluviales et des eaux de piscine.

Cette obligation concerne les immeubles zonés en « zone d'assainissement non collectif » dans le zonage d'assainissement.

Elle concerne également les immeubles en « zone d'assainissement collectif » dans laquelle le réseau public d'assainissement n'est pas encore en service.

Il en est de même pour les immeubles faisant l'objet d'une dérogation à l'obligation de raccordement. Cette dérogation est accordée par l'autorité compétente en matière d'assainissement collectif selon les dispositions relatives au règlement du service public d'assainissement collectif.

Ne sont pas tenus de satisfaire à cette obligation d'équipement, quelle que soit la zone d'assainissement où ils sont situés :

- les immeubles abandonnés ; est considéré par le SPANC, comme tel, un immeuble abandonné dont l'abonnement à l'eau potable est résilié ou, à défaut, un immeuble dont la commune atteste qu'il est abandonné.
- les immeubles générant des eaux usées non domestiques et disposant d'un système de traitement dont le contrôle est assurée par une entité compétente spécifique telles que la DDT ou la DREAL.
- les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés.

Le non-respect par le propriétaire d'un immeuble de l'obligation d'équiper celui-ci d'une installation d'assainissement non collectif peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions financières et pénales prévues au chapitre IX.

ARTICLE 5. DROIT D'ACCES DES AGENTS DU SPANC

Conformément à l'article L.1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées, notamment pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif défini dans l'annexe 1 du présent règlement.

Cet accès est précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés.

L'envoi d'un avis préalable n'est toutefois pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande expresse du propriétaire ou son mandataire et qu'un rendez-vous est fixé avec le SPANC par un autre moyen de communication (téléphone, mail...).

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 60 jours calendaires. Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la

convocation adressée par le SPANC. Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins 3 jours francs avant la date de rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés. Une nouvelle proposition de rendez-vous sera effectuée par le SPANC.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Il doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC, en particulier, en dégageant tous les regards de visite du dispositif.

En cas d'obstacle à l'accomplissement des missions des agents du SPANC, conformément à l'article 41 du règlement, l'usager est astreint au paiement de la somme définie par l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique. Une délibération de la collectivité fixe les modalités d'exécution de cette disposition.

Les agents du SPANC relèveront l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur mission, à charge pour le maire de la commune de constater ou de faire constater l'infraction, au titre de ses pouvoirs de police.

ARTICLE 6. MODALITES D'INFORMATION DES USAGERS APRES LES VISITES

Les observations réalisées au cours d'une visite du SPANC sont consignées sur un rapport, dont une copie est adressée par courrier postale au propriétaire (ou par courrier électronique si l'usager le valide lors de la visite), et le cas échéant, à l'occupant, éventuellement au maire et aux instances compétentes.

L'avis rendu par le SPANC à la suite des contrôles est porté sur le rapport transmis. Cet avis évalue la conformité de l'installation, ainsi que les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement que peuvent présenter les installations existantes.

CHAPITRE II - PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 7. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

La conception, la réalisation, la modification, la réhabilitation et l'entretien d'une installation d'assainissement non collectif sont soumis au respect :

- Du Code de la santé publique,
- Des prescriptions techniques fixées par l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009, modifié par les arrêtés du 7 mars 2012 et du 26 février 2021, relatif aux installations recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (20 Équivalent Habitant), complété le cas échéant par arrêté municipal ou préfectoral,
- Des prescriptions techniques fixées par l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par les arrêtés du 24 août 2017, du 31 juillet 2020 et du 24 décembre 2024, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non

collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure à 1,2 kg/j de DBO5 (20 EH), complété le cas échéant par arrêté municipal ou préfectoral,

- Du règlement sanitaire départemental,
- Des règles d'urbanisme nationales ou locales concernant ces installations,
- Des arrêtés de protection des captages d'eau potable,
- Du présent règlement de service,
- Des avis d'agrément publiés ou non au Journal Officiel de la République française pour les installations, avec un traitement autre que par le sol en place ou par un massif reconstitué, agréées par les organismes notifiés mentionnés à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.
- De toute réglementation postérieure au présent règlement, relative à l'assainissement non collectif.

La norme AFNOR DTU 64.1 de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif ou les documents de référence mentionnés dans les avis d'agrément pourront servir de référence technique pour l'exécution des ouvrages.

ARTICLE 8. SEPARATION DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES

Une installation d'assainissement non collectif doit traiter toutes les eaux usées domestiques ou assimilées, telles que définies à l'annexe 1 du présent règlement, et exclusivement celles-ci.

Pour en permettre le bon fonctionnement, les eaux de vidange de piscine et les eaux pluviales ne doivent pas être évacuées dans les ouvrages.

ARTICLE 9. MISE HORS SERVICE DES DISPOSITIFS

Les dispositifs de prétraitement et d'accumulation, notamment les fosses septiques ou fosses toutes eaux, mis hors service ou rendus inutiles, pour quelque cause que ce soit, doivent être vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation, ceci conformément aux articles L.1331-5 et L.1331-6 du Code de la santé publique.

ARTICLE 10. MODE D'EVACUATION DES EAUX USEES TRAITEES

Afin d'assurer la permanence de l'infiltration, les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h.

Elles peuvent, pour les mêmes conditions de perméabilité, être réutilisées sur la parcelle pour l'irrigation souterraine de végétaux non destinés à la consommation humaine, sous réserve de l'absence de stagnation en surface ou de ruissellement.

Si la perméabilité du sol ne correspond pas aux valeurs précédentes, les eaux usées traitées peuvent être drainées et rejetées en milieu hydraulique superficiel, après autorisation du propriétaire ou gestionnaire du

milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

En cas d'impossibilité de rejet et si l'existence d'une couche sous-jacente perméable est mise en évidence par une étude hydrogéologique, sauf mention contraire précisée dans l'agrément de la filière, l'évacuation des eaux traitées pourra se faire dans un puits d'infiltration garni de matériaux calibrés, sous réserve de l'accord du SPANC et du respect des prescriptions techniques applicables.

Les rejets d'eaux usées, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

Autorisation de rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel

Une autorisation préalable écrite du propriétaire ou gestionnaire du milieu récepteur, où s'effectuera le rejet des eaux traitées, doit être demandée et obtenue par le propriétaire de l'installation d'assainissement à créer ou à réhabiliter.

Il relève de la responsabilité du propriétaire d'obtenir cette autorisation. Le SPANC n'a pas pour mission de vérifier l'existence de celle-ci ni d'en attester l'authenticité.

Le rejet est subordonné au respect d'un objectif de qualité. Cette qualité minimale requise, constatée à la sortie du dispositif d'épuration, sur un échantillon représentatif de deux heures non décantées, est de 30 mg/l pour les matières en suspension (MES) et de 35 mg/l pour la demande biochimique en oxygène pendant 5 jours (DBO5).

Le SPANC pourra effectuer, quand il le juge nécessaire, un contrôle de la qualité du rejet. Les frais d'analyses seront à la charge du propriétaire de l'installation, si les valeurs imposées précédemment sont dépassées.

CHAPITRE III - CONCEPTION D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE INFÉRIEURE OU ÉGALE À 1,2 KG/J DE DBO5 (20 EH)

ARTICLE 11. PROCEDURE PREALABLE A LA CONCEPTION, REALISATION, MODIFICATION OU REMISE EN ETAT D'UNE INSTALLATION

Tout propriétaire d'immeuble existant ou en projet est tenu de s'informer auprès de la commune du mode d'assainissement suivant lequel doivent être traitées ses eaux usées (assainissement collectif ou non).

Si l'immeuble n'est pas raccordé ou raccordable à un réseau public de collecte des eaux usées, le propriétaire doit s'informer auprès du SPANC ou de la commune de la démarche à suivre. Il doit notamment présenter au SPANC tout projet de conception, réalisation, modification ou réhabilitation de son installation d'assainissement non collectif.

Tous les travaux de conception, de réalisation, de modification ou de réhabilitation de l'installation d'assainissement non collectif, de la responsabilité du propriétaire et les frais d'installation et de réhabilitation des dispositifs sont à la charge du propriétaire de l'immeuble dont les eaux usées sont issues.

ARTICLE 12. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Tout propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, en application de l'article 4, ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la conception de cette installation.

La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, telles qu'énoncées à l'article 7.

Le propriétaire ou le futur propriétaire soumet son projet au SPANC, qui vérifie le respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Le SPANC informe le propriétaire de la réglementation applicable et procède à l'examen préalable de la conception, défini à l'article 14.

ARTICLE 13. REGLES DE CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisances olfactives.

Les installations mettant à l'air libre des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux.

Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, ainsi qu'aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où elles sont implantées.

Les installations d'assainissement non collectif ne peuvent être implantées à moins de 35 mètres de tout captage déclaré d'eau destiné à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation. En cas d'impossibilité technique, l'eau brute du captage est interdite à la consommation humaine.

ARTICLE 14. EXAMEN PREALABLE DE LA CONCEPTION DES INSTALLATIONS PAR LE SPANC

Le propriétaire de l'immeuble, visé à l'article 12, qui projette de réaliser, modifier ou de réhabiliter une

installation d'assainissement non collectif, doit se soumettre à un examen technique préalable de la conception. Ce dernier est effectué par le SPANC, selon les modalités fixées par la réglementation.

Cet examen peut être effectué soit en amont d'une demande d'urbanisme pour un immeuble à créer ou à rénover, soit en l'absence de demande d'urbanisme pour un immeuble existant.

Dans tous les cas, le pétitionnaire ou propriétaire retire auprès du SPANC, ou de la commune, un dossier de déclaration comportant les éléments suivants :

- Un exemplaire du formulaire de déclaration (FDDANC) à remplir, destiné à préciser notamment l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble, du lieu d'implantation et de son environnement, de tous les dispositifs mis en œuvre et des études réalisées,
- Le présent règlement de service.

La liste des pièces du dossier de déclaration à fournir pour permettre l'examen préalable de la conception de l'installation est la suivante :

- Le formulaire de déclaration dûment rempli et signé,
- Un plan cadastral de situation de la parcelle,
- Un plan de masse de l'habitation et de son installation d'assainissement, à l'échelle,
- Un plan en coupe des ouvrages, si le SPANC le juge nécessaire,
- Une étude de définition et de dimensionnement de la filière selon les caractéristiques de la parcelle et du projet. Cette étude est accompagnée d'une étude de sol pour les projets de filière avec infiltration totale ou partielle. Ces études sont réalisées à la charge et sous la responsabilité du pétitionnaire par l'organisme de son choix ;
- Une autorisation de rejet, dans les cas où l'infiltration des eaux traitées est impossible et/ou en cas de rejet en dehors de la propriété du demandeur ;
- Une étude particulière : Tout rejet d'eaux usées traitées dans un milieu hydraulique superficiel doit être justifié par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, en application de l'article 10 du présent règlement.

Examen préalable de la conception de l'installation dans le cadre d'une demande d'urbanisme

Le dossier de déclaration complet est à déposer au SPANC, par le pétitionnaire, en amont de sa demande d'urbanisme, en un exemplaire.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, le document attestant de la conformité établie par le SPANC sur l'installation projetée doit être joint à la demande d'urbanisme déposée en mairie et le plan de masse doit indiquer les équipements prévus pour l'assainissement de l'immeuble.

Examen préalable de la conception de l'installation en l'absence de demande d'urbanisme

Tout projet de réalisation nouvelle, de modification ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif doit être soumis par le propriétaire de l'immeuble concerné à l'examen préalable de conception effectué par le SPANC.

Si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer un risque avéré de pollution de l'environnement ou un

danger pour la santé des personnes, elle doit obligatoirement être réalisée dans un délai de quatre ans, à compter de la notification des travaux à exécuter faite par le SPANC. Ce délai peut être raccourci par le Maire de la commune, au titre de son pouvoir de police.

En cas d'absence d'installation, les travaux obligatoires de réalisation d'une installation conforme doivent être exécutés dans les meilleurs délais.

En cas de vente de l'immeuble et de non-conformité de l'installation, lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an à compter de la signature de l'acte de vente.

Le propriétaire, qui doit réhabiliter son installation d'assainissement non collectif, est tenu de soumettre son projet, dans les délais impartis, à l'examen préalable de conception et à la vérification d'exécution, effectuée par le SPANC, dans les conditions énoncées aux articles 14 et 16 du présent règlement.

Le dossier de déclaration complet doit être déposé, en un exemplaire, par le pétitionnaire, directement auprès du SPANC, ou de la mairie, le cas échéant, qui le lui transmettra.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire la liste des pièces manquantes. L'examen du dossier est différé jusqu'à leur réception.

Dans tous les cas, le SPANC se donne le droit de demander des informations complémentaires ou de faire modifier l'installation d'assainissement prévue.

Instruction du dossier

Au vu du dossier complet et, le cas échéant, après visite sur site par un représentant du service, le SPANC vérifie l'adaptation et la conformité du projet. Il élabore un rapport d'examen de conception et formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserve(s) ou défavorable. Dans ce dernier cas, l'avis sera expressément motivé.

A l'issue de l'examen préalable de la conception, le rapport d'examen est transmis dans un délai de 15 jours ouvrés, à compter de la réception d'un dossier complet. L'avis sera transmis, selon les modalités prévues à l'article 6, par le SPANC au pétitionnaire qui devra le respecter.

Si l'avis favorable ou favorable avec réserve(s) comporte des prescriptions particulières, le propriétaire réalisera ses travaux en les respectant. Les réserves devront être pris en considération par le demandeur afin de les lever. Si l'avis est défavorable le propriétaire effectuera les modifications nécessaires et ne pourra réaliser les travaux qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable ou favorable avec réserve(s) du SPANC sur celui-ci.

Le document attestant de la conformité du projet d'installation est joint à toute demande d'urbanisme.

Ce contrôle donne lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VIII.

Afin d'assurer la permanence de l'infiltration, les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h.

Elles peuvent, pour les mêmes conditions de perméabilité, être réutilisées sur la parcelle pour l'irrigation souterraine de végétaux non destinés à la consommation humaine, sous réserve de l'absence de stagnation en surface ou de ruissellement.

Si la perméabilité du sol ne correspond pas aux valeurs précédentes, les eaux usées traitées peuvent être drainées et rejetées en milieu hydraulique superficiel, après autorisation du propriétaire ou gestionnaire du milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

En cas d'impossibilité de rejet et si l'existence d'une couche sous-jacente perméable est mise en évidence par une étude hydrogéologique, sauf mention contraire précisée dans l'agrément de la filière, l'évacuation des eaux traitées pourra se faire dans un puits d'infiltration garni de matériaux calibrés, sous réserve de l'accord du SPANC et du respect des prescriptions techniques applicables.

Les rejets d'eaux usées, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

CHAPITRE IV - REALISATION D'UNE INSTALLATION NEUVE DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION INFERIEURE OU EGALE A 1,2 KG/J DE DBO5 (20 EH)

ARTICLE 16. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Le propriétaire, tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, en application de l'article 4, ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

La réalisation d'une installation nouvelle ne peut être mise en œuvre qu'après avoir reçu un avis favorable ou favorable avec réserve(s) du SPANC, à la suite de l'examen préalable de sa conception, visée à l'article 14.

Le propriétaire est tenu de se soumettre à la vérification de l'exécution, visé à l'article 17, selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

Cette vérification de bonne exécution des travaux doit avoir lieu avant remblaiement. Pour cela, le propriétaire doit informer le SPANC, 5 jours francs avant tout commencement des travaux et organiser un rendez-vous, afin que le service puisse, par une visite sur site, vérifier leur bonne réalisation, en cours de chantier.

Le propriétaire ne peut faire remblayer les ouvrages tant que ce contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC.

ARTICLE 17. VERIFICATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE SPANC

Cette vérification a pour objet de s'assurer que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme à la réglementation en vigueur et au projet validé par le SPANC.

Ce contrôle porte notamment sur l'identification, la localisation, l'accessibilité et la caractérisation des dispositifs constituant l'installation et vérifie le respect des prescriptions techniques réglementaires.

Le SPANC effectue cette vérification par une visite sur place, selon les modalités prévues par l'article 5.

Afin d'assurer sa mission, le service pourra demander le dégagement immédiat des ouvrages remblayés.

A l'issue de cette visite, le SPANC envoie au propriétaire un rapport de vérification de l'exécution qui constate la conformité ou non de l'installation.

En cas d'avis non conforme, le SPANC précise la liste des modifications de l'installation. Ces modifications seront à réaliser par le propriétaire dans un délai de 3 mois. Le pétitionnaire devra prendre rendez-vous avec le SPANC pour réaliser une contre-visite afin de vérifier l'exécution de ces travaux, avant remblaiement, dans le délai imparti et selon les modalités fixées à l'article 5 du présent règlement.

Suite au contrôle de bonne exécution des travaux, le rapport de vérification visé ci-dessus est transmis dans un délai de 20 jours ouvrés, à compter de la date de la visite sur site.

Ce contrôle et toute contre-visite donnent lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VIII.

CHAPITRE V - BON FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN D'UNE INSTALLATION EXISTANTE DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE INFERIEURE OU EGALE A 1,2 KG/J DE DBO5 (20 EH)

ARTICLE 18. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE ET/OU DE L'OCCUPANT DE L'IMMEUBLE

Tout propriétaire d'une installation remet à son locataire occupant le présent règlement.

Le propriétaire, et le cas échéant l'occupant, de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif, sont tenus de se soumettre à la vérification du fonctionnement, visé à l'article 20 du présent règlement, selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

En amont de cette vérification, le propriétaire doit préparer tous les éléments probants permettant de vérifier l'existence d'une installation : facture des travaux ou des matériaux, schéma ou plan de l'installation, photos, dégagement de tous les regards de visite, justificatifs d'entretien et de vidange...

Lors de la vente de son immeuble, le propriétaire doit fournir à l'acquéreur le rapport de visite établi par le SPANC à la suite d'une vérification du fonctionnement et

de l'entretien ou d'une vérification d'exécution. Si cette vérification date de plus de trois ans ou est inexistante, sa réalisation est obligatoire et à la charge du vendeur. Conformément à l'article L.1331-11-1 du code de la santé publique, au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente de tout ou partie d'un immeuble, le notaire rédacteur adresse à titre de simple information par tous moyens, y compris par voie dématérialisée, au SPANC une attestation contenant la date de la vente, les informations nécessaires à l'identification du bien vendu ainsi que les nom et adresse de l'acquéreur de ce bien.

Le propriétaire et, le cas échéant, l'occupant sont responsables du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux, la sécurité des personnes, ainsi que la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques ou assimilées, définies en annexe 1, y sont admises.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide, liquide ou gazeux, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier :

- Les eaux pluviales,
- Les eaux de vidange de piscine,
- Les ordures ménagères même après broyage,
- Les huiles usagées et les hydrocarbures,
- Les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs,
- Les peintures,
- Les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le bon fonctionnement et la pérennité des ouvrages imposent également aux usagers :

- De maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes,
- D'éloigner tout arbre et toute plantation des dispositifs d'assainissement,
- De maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs, notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages,
- De conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards de visite, tout en assurant la sécurité des personnes,
- D'assurer régulièrement les opérations d'entretien et de vidange.

Toute modification des dispositifs existants doit donner lieu, à l'initiative du propriétaire, à l'examen préalable de conception et à la vérification de l'exécution prévus aux articles 14 à 17 du présent règlement.

Le propriétaire des ouvrages fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange de son installation de manière à garantir :

- Le bon fonctionnement et le bon état des ouvrages, y compris celui des dispositifs de ventilation,
- Le bon écoulement et la bonne distribution des eaux jusqu'au dispositif d'épuration,

L'accumulation normale des boues et des flottants dans les ouvrages et leur évacuation par une personne agréée.

Les ouvrages et les installations doivent être entretenus en permanence, afin d'assurer la sécurité des personnes, et accessibles pour assurer leur entretien et leur vérification.

L'utilisateur est tenu de se soumettre à la vérification de cet entretien, dans les conditions prévues à l'article 21.

ARTICLE 19. EXECUTION DES OPERATIONS D'ENTRETIEN

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée à la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile de la fosse (et 30% pour les microstation d'épuration), sauf mention différente précisée dans l'avis d'agrément pour les installations avec un traitement autre que par le sol en place ou massif reconstitué.

Dans le cas d'un bac dégraisseur, le nettoyage et la vidange des matières flottantes sont effectués tous les 6 mois.

Les préfiltres intégrés ou non à la fosse doivent, quant à eux, être entretenus tous les ans et leurs matériaux filtrants changés aussi souvent que nécessaire.

La vidange des fosses chimiques ou des fosses d'accumulation est réalisée en fonction des caractéristiques particulières des appareils et des instructions des constructeurs.

L'entretien des filières agréées doit se faire conformément au guide d'utilisation du fabricant, remis lors de la pose des ouvrages.

Les installations du type micro-station, comportant des équipements électromécaniques, font l'objet d'une vérification annuelle réalisée par l'utilisateur ou son prestataire dans le cadre d'un contrat d'entretien.

Les installations sont vidangées par des personnes agréées par le Préfet conformément à l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément. Cette personne agréée est choisie librement par l'utilisateur.

L'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires et aux dispositions prévues par le schéma départemental de gestion et d'élimination des sous-produits de l'assainissement.

Les déchargements et déversements sauvages, en pleine nature ou dans les réseaux publics de collecte, sont interdits.

Lorsqu'une personne agréée réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif, elle est tenue de remettre au propriétaire des ouvrages vidangés un bordereau de suivi des matières de vidange, comportant au moins les indications suivantes :

- Son nom ou sa raison sociale et son adresse,
- Son numéro d'agrément et sa date de validité,
- L'identification du véhicule et de la personne physique réalisant la vidange,
- Les coordonnées de l'installation vidangée,
- Les coordonnées du propriétaire,
- La date de réalisation de la vidange,
- La désignation des sous-produits vidangés et la quantité de matières éliminées,
- Le lieu d'élimination des matières de vidange.

ARTICLE 20. VERIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES PAR LE SPANC

La vérification périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations existantes.

La fréquence de ce contrôle de fonctionnement est fixée par le SPANC à une périodicité égale à 10 ans.

Lorsqu'un danger pour la santé des personnes et/ou un risque avéré pour l'environnement a été relevé dans le précédent rapport de visite, la fréquence de contrôle est établie à une périodicité raccourcie égale à 4 ans, tant que le danger ou les risques perdurent et afin de vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis.

Ce contrôle, qui s'impose à tout usager, est exercé sur place, dans les conditions prévues à l'article 5, par les agents du SPANC.

Il a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages ne crée pas de risques environnementaux, de dangers pour la santé ou la sécurité des personnes.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- Vérification de l'existence d'une installation et examen détaillé des dispositifs,
- Vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,
- Vérification du bon écoulement des eaux usées jusqu'au dispositif d'épuration, de l'absence de nuisances olfactives, d'eau stagnante en surface ou d'écoulement vers des terrains voisins et de contact direct avec des eaux usées non traitées,
- Vérification de l'accumulation normale des boues et flottants à l'intérieur des ouvrages.

En outre, s'il existe un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé, selon les modalités définies à l'article 10.

En cas de nuisances portées au voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

La vérification du fonctionnement et la vérification de l'entretien des ouvrages prévus par les articles 20 et 21, seront assurées simultanément.

ARTICLE 21. VERIFICATION DE L'ENTRETIEN DES OUVRAGES PAR LE SPANC

La vérification périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations existantes.

Cette vérification, qui s'impose à tout usager, est exercée sur place par les agents du SPANC, selon les modalités prévues par l'article 5.

Il a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien visées à l'article 19, qui relèvent de la responsabilité du propriétaire des ouvrages et de l'occupant des lieux, le cas échéant, sont régulièrement effectuées afin de garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte, au minimum, sur les points suivants :

- Vérification de la réalisation périodique des vidanges ;
- Vérification de l'entretien périodique des dispositifs constituant l'installation.

Comme il est indiqué, cette vérification est assurée simultanément avec la vérification du fonctionnement de l'installation.

Entre deux visites du SPANC, pour les installations comportant des équipements électromécaniques nécessitant un entretien plus régulier ou les installations présentant des défauts d'entretien, l'utilisateur communique au SPANC une copie des documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et de vidange dès leur réalisation ou à défaut à la demande expresse du SPANC.

A l'issue d'un contrôle de l'entretien des ouvrages, le SPANC formule son avis dans un rapport de visite, adressé au propriétaire et le cas échéant à l'occupant des lieux, dans un délai de 20 jours ouvrés, à compter de la date de la visite.

Dans son rapport de visite, le SPANC recommande au propriétaire des ouvrages de réaliser ou faire réaliser les opérations d'entretien nécessaires au bon fonctionnement de son installation.

Si lors de sa visite, le SPANC a constaté un défaut d'entretien entraînant un danger pour la santé des personnes ou une pollution avérée de l'environnement, il liste les opérations nécessaires pour supprimer tout risque. Le propriétaire les réalise dans un délai maximal de 4 ans, à compter de leur notification.

En cas de refus de l'intéressé d'exécuter ces opérations, il s'expose aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales prévues au chapitre IX.

Ce contrôle donne lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VIII.

ARTICLE 22. OBLIGATION EN CAS DE NON CONFORMITE

A l'issue de cette vérification de bon fonctionnement et d'entretien, le SPANC rédige un rapport de visite et évalue les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement générés par l'installation, puis formule un avis sur la conformité de l'installation.

Il établit, à l'adresse du propriétaire, des recommandations sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications, ainsi que les délais impartis à la réalisation des travaux ou modifications de l'installation.

Les critères d'évaluation des installations sont précisés par la réglementation applicable.

L'avis du SPANC est adressé au propriétaire des ouvrages et le cas échéant à l'occupant des lieux et à la commune, selon les modalités prévues à l'article 6.

Si l'installation présente un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré, le propriétaire exécute les travaux listés par le rapport de visite du SPANC, dans un délai de 4 ans à compter de sa notification. Le Maire peut raccourcir ce délai, selon le degré d'importance du risque, en application de son pouvoir de police.

Si, lors de la vérification, le SPANC ne parvient pas à recueillir des éléments probants attestant de l'existence d'une installation, l'installation est considérée comme inexistante. Le propriétaire est mis en demeure de réaliser une installation conforme.

Les travaux de réalisation d'une installation conforme en cas d'absence d'installation doivent être exécutés dans les plus brefs délais.

En cas de vente de l'immeuble et de non-conformité de l'installation, lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an à compter de la signature de l'acte de vente.

Avant toute réalisation, réhabilitation ou modification, le propriétaire informe le SPANC de son projet et se conforme à un examen préalable de la conception et une vérification de l'exécution des travaux, avant leur remblaiement, tel que définis aux articles 14 à 17.

En cas de refus des intéressés d'exécuter ces travaux, dans les délais impartis, ils s'exposent aux mesures administratives et/ou aux sanctions financières et pénales prévues au chapitre IX.

A l'issue de la vérification de fonctionnement et d'entretien, le rapport de visite visé aux articles 19 et 20 est transmis dans un délai de 20 jours ouvrés, à compter de la date de la visite.

Ce contrôle donne lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VIII.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE SUPERIEURE A 1,2 KG/J DE DBO5 (20EH) ET INFERIEURE A 12 KG/J DE DBO5 (200 EH)

ARTICLE 23. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE ET/OU DE L'OCCUPANT DE L'IMMEUBLE

Tout propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, en application de l'article 4, ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la conception de cette installation.

La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, telles qu'énoncées à l'article 7.

Le propriétaire ou le futur propriétaire soumet son projet au SPANC, qui vérifie le respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Le SPANC informe le propriétaire de la réglementation applicable et procède à l'examen préalable de la

conception, défini à
Les propriétaires de ces systèmes d'assainissement transmettent par voie électronique, dans le cadre d'un registre national, les informations relatives à la description, l'exploitation et la gestion du système d'assainissement. Dans le cas où le système d'assainissement relève de plusieurs propriétaires, le propriétaire de la station de traitement des eaux usées assure la transmission des informations relatives à l'ensemble du système d'assainissement telles que définies dans l'annexe 4 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié.

ARTICLE 24. PROCEDURE PREALABLE A LA CONCEPTION, REALISATION, MODIFICATION OU REMISE EN ETAT D'UNE INSTALLATION

Tout propriétaire d'immeuble existant ou en projet est tenu de s'informer auprès de la commune du mode d'assainissement suivant lequel doivent être traitées ses eaux usées (assainissement collectif ou non).

Si l'immeuble n'est pas raccordé ou raccordable à un réseau public de collecte des eaux usées, le propriétaire doit s'informer auprès du SPANC ou de la commune de la démarche à suivre. Il doit notamment présenter au SPANC tout projet de conception, réalisation, modification ou réhabilitation de son installation d'assainissement non collectif.

Tous les travaux sont effectués sous l'entière responsabilité du propriétaire et les frais d'installation et de réhabilitation des dispositifs sont à la charge du propriétaire de l'immeuble dont les eaux sont issues.

ARTICLE 25. REGLES D'IMPLANTATION ET DE CONCEPTION DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées comme des ensembles techniques cohérents. Elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisances olfactives.

Les installations mettant à l'air libre des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux.

Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, ainsi qu'aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où elles sont implantées.

Les installations d'assainissement non collectif ne peuvent être implantées à moins de 35 mètres de tout captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation. En cas d'impossibilité technique, l'eau brute du captage est interdite à la consommation humaine.

Conformément à l'article 6 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié, les stations de traitement des eaux usées :

- Sont conçues et implantées de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinages et des risques sanitaires. Cette implantation tient compte des

extensions prévisibles des ouvrages de traitement, ainsi que des nouvelles zones d'habitations ou d'activités prévues dans les documents d'urbanismes en vigueur au moment de la construction ;

- sont implantées hors des zones à usages sensibles définies au point (31) de l'article 2 l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié. Après avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et du SPANC, il peut être dérogé à ces prescriptions, par décision préfectorale, sur demande du maître d'ouvrage accompagnée d'une expertise démontrant l'absence d'incidence.

- ne sont pas implantées dans des zones inondables et sur des zones humides. En cas d'impossibilité technique avérée ou de coûts excessifs et en cohérence avec les dispositions d'un éventuel plan de prévention des risques inondation, le préfet peut déroger à cette disposition. Ces difficultés sont justifiées par le maître d'ouvrage, tout comme la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation relative aux zones inondables, notamment en veillant à :

- Maintenir la station hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour quinquennale ;
- Maintenir les installations électriques hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour centennale ;
- Permettre son fonctionnement normal le plus rapidement possible après la décrue.

ARTICLE 26. EXAMEN PREALABLE DE LA CONCEPTION DES INSTALLATIONS PAR LE SPANC

Cet examen peut être effectué soit en amont d'une demande d'urbanisme pour un immeuble à créer ou à rénover, soit en l'absence de demande d'urbanisme pour un immeuble existant.

Dans tous les cas, le pétitionnaire ou propriétaire retire auprès du SPANC, ou de la mairie, un dossier de déclaration comportant les éléments suivants :

- Un exemplaire du formulaire de déclaration (FDDANC20) à remplir, destiné à préciser notamment l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble, du lieu d'implantation et de son environnement, de tous les dispositifs mis en œuvre et des études réalisées,
- Le présent règlement de service.

La liste des pièces du dossier de déclaration à fournir pour permettre l'examen préalable de la conception de l'installation est la suivante :

- Le formulaire de déclaration dûment rempli,
- Un plan cadastral de situation de la parcelle,
- Un plan de masse de l'habitation et de son installation d'assainissement, à l'échelle,
- Un plan en coupe des ouvrages, si le SPANC le juge nécessaire,
- Une étude de sol et de définition de la filière à la parcelle comme indiqué aux alinéas suivants*,
- Une autorisation de rejet du propriétaire et/ou du gestionnaire de l'exutoire,
- Une étude pédologique, hydrogéologique et environnementale dans le cas où le rejet dans les eaux superficielles est impossible.

* Étude particulière

Le SPANC, pour examiner la conception de l'installation et son adaptation à la nature du sol, exige que le pétitionnaire présente avec son dossier, une étude de définition de filière à la parcelle, que celui-ci réalisera ou fera réaliser par l'organisme de son choix.

Cette étude particulière est destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus, ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet.

Examen préalable de la conception de l'installation dans le cadre d'une demande d'urbanisme

Le dossier de déclaration complet est à déposer au SPANC, par le pétitionnaire, en amont de sa demande d'urbanisme, en un exemplaire.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, le document attestant de la conformité établie par le SPANC sur l'installation projetée doit être joint à la demande d'urbanisme déposée en mairie et le plan de masse doit indiquer les équipements prévus pour l'assainissement de l'immeuble.

Examen préalable de la conception de l'installation en l'absence de demande d'urbanisme

Tout projet de réalisation nouvelle, de modification ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif doit être soumis par le propriétaire de l'immeuble concerné à l'examen préalable de conception effectué par le SPANC.

Si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer un risque avéré de pollution de l'environnement ou un danger pour la santé des personnes, elle doit obligatoirement être réalisée dans un délai de quatre ans, à compter de la notification des travaux à exécuter faite par le SPANC. Ce délai peut être raccourci par le Maire de la commune, au titre de son pouvoir de police. En cas d'absence d'installation, les travaux obligatoires de réalisation d'une installation conforme doivent être exécutés dans les meilleurs délais.

En cas de vente de l'immeuble et de non-conformité de l'installation, lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an à compter de la signature de l'acte de vente.

Le propriétaire, qui doit réhabiliter son installation d'assainissement non collectif, est tenu de soumettre son projet, dans les délais impartis, à l'examen préalable de conception et à la vérification d'exécution, effectuée par le SPANC, dans les conditions énoncées aux articles 26 et 28 du présent règlement.

Le dossier de déclaration complet doit être déposé, en un exemplaire, par le pétitionnaire, directement auprès du SPANC, ou de la mairie, le cas échéant, qui le lui transmettra.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire la liste des pièces manquantes. L'examen du dossier est différé jusqu'à leur réception.

Dans tous les cas, le SPANC se donne le droit de demander des informations complémentaires ou de faire modifier l'installation d'assainissement prévue.

Instruction du dossier

Au vu du dossier complet et, le cas échéant, après visite des lieux par un représentant du service, le SPANC

vérifie l'adaptation et la conformité du projet. Il élabore un rapport d'examen de conception et formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserve(s) ou défavorable. Dans ce dernier cas, l'avis sera expressément motivé.

A l'issue de l'examen préalable de la conception, le rapport d'examen est transmis dans un délai de 20 jours ouvrés, à compter de la réception d'un dossier complet. L'avis sera transmis, selon les modalités prévues à l'article 6, par le SPANC au pétitionnaire qui devra le respecter.

Si l'avis favorable ou favorable avec réserve(s) comporte des prescriptions particulières, le propriétaire réalisera ses travaux en les respectant.

Si l'avis est défavorable le propriétaire effectuera les modifications nécessaires et ne pourra réaliser les travaux qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable ou favorable avec réserve(s) du SPANC sur celui-ci.

Le document attestant de la conformité du projet d'installation est joint à toute demande d'urbanisme.

Ce contrôle donne lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VIII.

ARTICLE 27. MODE D'EVACUATION DES EAUX USEES TRAITEES

L'évacuation des eaux traitées doit se faire de manière préférentielle dans les eaux superficielles. Elles peuvent être réutilisées conformément à la réglementation en vigueur. Une autorisation de rejet vers le milieu hydraulique superficiel doit être demandée conformément à l'article 10 du présent règlement.

En cas d'impossibilité technique, elles peuvent être éliminées par infiltration dans le sol, après réalisation d'une étude pédologique, hydrogéologique et environnementale, montrant la possibilité et l'acceptabilité de l'infiltration.

ARTICLE 28. VERIFICATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE SPANC

Les travaux ne peuvent être mise en œuvre qu'après avoir reçu un avis favorable ou favorable avec réserve(s) du SPANC, à la suite de l'examen préalable de sa conception.

Cette vérification a pour objet de s'assurer que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme à la réglementation en vigueur et au projet validé par le SPANC.

Ce contrôle porte notamment sur l'identification, la localisation, l'accessibilité et la caractérisation des dispositifs constituant l'installation et vérifie le respect des prescriptions techniques réglementaires. Le SPANC effectue cette vérification par une visite sur place, selon les modalités prévues par l'article 5.

A l'issue de cette visite, et après obtention du procès-verbal de réception des travaux et essais de réception convenus entre l'entreprise et le maître d'ouvrage, le SPANC envoie au propriétaire un rapport de vérification

de l'exécution qui est jointe au dossier de l'installation.

Ce contrôle donne lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VIII.

ARTICLE 29. EXECUTION DES OPERATIONS D'ENTRETIEN

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire. Le maître d'ouvrage met en place une surveillance de l'installation de traitement des eaux usées en vue de maintenir et d'en vérifier l'efficacité.

Le maître d'ouvrage tient à disposition du SPANC un cahier de vie de son installation d'assainissement. Ce cahier de vie est composé de 3 parties :

- Section 1 : « description, exploitation et gestion de l'installation d'ANC » :

- Un plan et une description de l'installation d'ANC ;
- Un programme d'exploitation sur dix ans de l'installation d'ANC ;

- Section 2 : « organisation de la surveillance de l'installation d'ANC » :

- Les règles de transmission du cahier de vie ;
- Les méthodes utilisées pour le suivi de l'installation (recueil des informations d'autosurveillance et tests simplifiés le cas échéant) ;
- L'organisation interne du ou des gestionnaires de l'installation d'ANC (contrats d'entretien le cas échéant, protocoles d'alerte relatifs aux rejets non conformes, notamment en cas d'impacts sanitaires sur les usages sensibles, ...) ;

• Section 3 : « suivi de l'installation d'ANC » (cette section est organisée en fiches détachables à transmettre au moins une fois par an) :

- L'ensemble des actes datés effectués sur l'installation d'ANC ;
- Les informations et données d'autosurveillance ;
- La liste des événements majeurs survenus sur l'installation d'ANC (panne, situation exceptionnelle, alerte, ...) ;
- Les documents justifiant de la destination des matières de vidanges (bordereaux de suivi des déchets).

ARTICLE 30. CONTRÔLE ANNUEL DE CONFORMITE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT PAR LE SPANC

Conformément aux dispositions réglementaires de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié, un contrôle annuel de la conformité du système d'assainissement non collectif doit être effectué par le SPANC. Ce contrôle ne nécessite pas forcément l'objet d'une visite sur site. C'est un contrôle administratif basé sur une analyse documentaire.

Le SPANC sollicitera le maître d'ouvrage afin qu'il tienne à disposition le cahier de vie de son installation. Le maître d'ouvrage transmettra le volet 3 du cahier de vie au SPANC avant le 31 mars de chaque année. Le SPANC, informera le maître d'ouvrage de la conformité ou non de l'installation d'ANC avant le 1^{er} juin de chaque année. En cas de non-conformité, un rappel à la réglementation

sera effectué par le SPANC au maître d'ouvrage. La périodicité de la vérification périodique de bon fonctionnement et d'entretien décrite dans l'article 31 pourra être réduite. Le maître d'ouvrage fera parvenir au SPANC l'ensemble des éléments correctifs qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais.

Ce contrôle donne lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VIII.

ARTICLE 31. VERIFICATION PERIODIQUE DU BON FONCTIONNEMENT ET DE L'ENTRETIEN DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT PAR LE SPANC

La vérification périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations existantes.

La fréquence de ce contrôle de fonctionnement est fixée par le SPANC à une périodicité égale à 10 ans.

Lorsqu'un danger pour la santé des personnes et/ou un risque avéré pour l'environnement a été relevé dans le précédent rapport de visite, la fréquence de contrôle est établie à une périodicité raccourcie égale à 4 ans, tant que le danger ou les risques perdurent et afin de vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis.

Ce contrôle, qui s'impose à tout usager, est exercé sur place, dans les conditions prévues à l'article 5, par les agents du SPANC.

Il a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages ne crée pas de risques environnementaux, de dangers pour la santé ou la sécurité des personnes.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- Vérification de l'existence d'une installation et examen détaillé des dispositifs,
- Vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,
- Vérification du bon écoulement des eaux usées jusqu'au dispositif d'épuration, de l'absence de nuisances olfactives, d'eau stagnante en surface ou d'écoulement vers des terrains voisins et de contact direct avec des eaux usées non traitées,
- Vérification de l'accumulation normale des boues et flottants à l'intérieur des ouvrages.

En outre, s'il existe un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé, selon les modalités définies à l'article 10.

En cas de nuisances portées au voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE SUPERIEURE OU EGALE A 12 KGJ DE DBO5 (200 EH)

ARTICLE 32. RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE ET/OU DE L'OCCUPANT DE L'IMMEUBLE

Le propriétaire, tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, en application de l'article 4, ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux

correspondants. S'il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

ARTICLE 33. REGLES DE CONCEPTION, EXECUTION ET D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Ces installations sont soumises à déclaration ou autorisations selon la nomenclature « loi sur l'eau » conformément à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, rubrique 2.1.1.0. Le service de police de l'eau de la DDT, est en charge du suivi des dossiers « loi sur l'eau » en collaboration avec le SPANC.

Le SPANC peut être sollicité par la police de l'eau pour des questions techniques. Le SPANC n'est aucunement responsable de ce type d'installation, que ce soit pour son fonctionnement, son entretien ou même sa réalisation.

Le SPANC ne contrôle donc pas ce type d'installation au titre de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié. Le service de police de l'eau de la DDT a en charge le contrôle annuel de la conformité de ces installations.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 34. REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les missions assurées par le SPANC, service public à caractère industriel et commercial, donnent lieu au paiement par l'usager d'une redevance d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par ce chapitre. Cette redevance est destinée à financer toutes les charges du service et seulement les charges de ce service.

ARTICLE 35. INSTITUTION DE LA REDEVANCE

La redevance d'assainissement non collectif, distincte de la redevance d'assainissement collectif, est instituée par délibération du SPANC.

ARTICLE 36. MODALITES D'INFORMATION SUR LE MONTANT DE LA REDEVANCE

Le montant de la redevance d'assainissement non collectif varie selon la nature du contrôle et tient compte du principe d'égalité entre les usagers.

Il est déterminé, et éventuellement révisé, par délibération du SPANC.

Le tarif de la redevance est fixé, de manière forfaitaire, selon les critères retenus par le SPANC, pour couvrir les charges de contrôle de la conception et de la bonne exécution, du bon fonctionnement et de l'entretien des installations. Le tarif couvre aussi les frais de gestion du service.

Ce tarif peut tenir compte en particulier de la situation, la nature et l'importance des installations.

Le montant de la redevance est communiqué avant chaque contrôle sur l'avis préalable de visite transmis par courrier avant la vérification du fonctionnement et de l'entretien et sur le dossier de déclaration fourni préalablement à l'examen de conception et à la vérification d'exécution des travaux.

Il est communicable à tout moment sur simple demande auprès du SPANC ou de la commune.

Le recouvrement de la redevance est fixé par l'assemblée délibérante et se réalise à l'issue du contrôle.

ARTICLE 37. REDEVABLES DE LA REDEVANCE

La part de la redevance d'assainissement non collectif qui porte sur le contrôle de la conception et de la bonne exécution des travaux, ainsi que celle qui porte sur toute contre-visite réalisée en cas de non-conformité, est facturée au propriétaire de l'immeuble ou au pétitionnaire.

La part de la redevance qui porte sur le contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien est facturée au titulaire de l'abonnement à l'eau ou, à défaut au propriétaire du fonds de commerce (cas où l'immeuble n'est pas destiné à l'habitation), ou à défaut au propriétaire de l'immeuble.

La part de la redevance qui porte sur la vérification de l'exécution des travaux prescrits par le SPANC, lors d'une contre-visite, est facturée au propriétaire de l'immeuble.

Dans le cas d'une installation commune à plusieurs logements, les usagers se répartissent à part égale le montant de la redevance forfaitaire applicable à une installation ou le montant de la redevance facturée à chacun est proratisé.

Les opérations ponctuelles de contrôle, faites à la demande des usagers, ou de toute personne physique ou morale agissant pour leur compte, ainsi que celle faites à la demande d'un propriétaire vendeur dans le cadre de la vente de son immeuble, pourront donner lieu à une facturation séparée.

ARTICLE 38. RECOUVREMENT DE LA REDEVANCE

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par le Trésor public. Le montant de la redevance détaillée par prestation de contrôle est précisé sur la facture.

En cas de changement de tarif de la redevance, ce changement y est mentionné ainsi que la date de son entrée en vigueur.

La date limite de paiement de la redevance ainsi que les conditions de son règlement figurent sur la facture.

L'identification du service d'assainissement non collectif, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture y sont également mentionnés.

ARTICLE 39. MAJORATION DE LA REDEVANCE POUR RETARD DE PAIEMENT

Le défaut de paiement suit la présentation de la facture, fait l'objet d'une relance par courrier.

Le défaut de paiement de la redevance dans les deux mois qui suivent la présentation de la lettre de relance fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette redevance n'est pas réglée dans les 15 jours suivant cette mise en demeure, elle est majorée de 25% en application de l'article R2224-19-9 du Code général des collectivités territoriales.

CHAPITRE IX - DISPOSITIONS D'APPLICATION

Pénalités financières

ARTICLE 40. SANCTIONS EN CAS D'ABSENCE D'INSTALLATION OU DE NON REALISATION DES TRAVAUX PRESCRITS PAR LE SPANC

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire, sur un immeuble qui doit en être équipé en application de l'article 4, ou son mauvais état de fonctionnement et d'entretien ou encore la non réalisation des travaux prescrits par le SPANC dans les délais impartis, expose le propriétaire à une pénalité financière.

Cette dernière correspond au paiement d'une somme selon les modalités définies par les articles L1331-8 et L1331-11 du code de la santé publique, et précisées par la délibération.

Dans ces situations, le SPANC notifie par courrier recommandé les modalités d'application de la pénalité financière.

Cette somme n'est pas recouvrée si la situation est régularisée avec la réalisation d'un contrôle dans un délai de 12 mois à compter de la date d'envoi de la notification de pénalité.

Au terme du délai de 12 mois, le SPANC met au recouvrement la pénalité financière.

Dans tous les cas de figure, dès lors qu'une première sanction financière a été appliquée les pénalités suivantes pour obstacle à l'accomplissement des missions du SPANC sont applicables annuellement de manière automatique. L'application de cette pénalité cesse dès que l'usager se sera conformé à ses obligations.

ARTICLE 41. SANCTIONS POUR OBSTACLE A L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS DE CONTROLES

En cas d'obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, le propriétaire est astreint au paiement d'une pénalité.

Cette dernière correspond au paiement d'une somme selon les modalités définies par les articles L1331-8 et L1331-11 du code de la santé publique, et précisées par la délibération.

On appelle obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, à savoir :

- un refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif ;
- une annulation du rendez-vous sans possibilité de trouver une nouvelle date de rendez-vous aux horaires d'ouverture du service ;
- une absence au rendez-vous fixé par le SPANC sans possibilité de trouver une nouvelle date de rendez-vous aux horaires d'ouverture du service.

Dans ces situations, le SPANC notifie par courrier recommandé les modalités d'application de la pénalité financière.

Cette somme n'est pas recouvrée si la situation est régularisée avec la réalisation d'un contrôle dans un délai de 12 mois à compter de la date d'envoi de la notification de pénalité.

Au terme du délai de 12 mois, le SPANC met au recouvrement la pénalité financière.

Dans tous les cas de figure, dès lors qu'une première sanction financière a été appliquée les pénalités suivantes pour obstacle à l'accomplissement des missions du SPANC sont applicables annuellement de manière automatique. L'application de cette pénalité cesse dès que l'usager se sera conformé à ses obligations.

Mesures de police générale

ARTICLE 42. MESURES DE POLICE ADMINISTRATIVE EN CAS DE POLLUTION DE L'EAU OU D'ATTEINTE A LA SALUBRITE PUBLIQUE

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence d'installation d'assainissement non collectif d'un immeuble tenu d'en être équipé en application de l'article 4, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Poursuites et sanctions pénales

ARTICLE 43. CONSTAT D'INFRACTION

Les infractions aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le

Code de procédure pénale, soit par les agents de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par l'article L.1312-1 du Code de la santé publique, l'article L.152-1 du Code de la construction et de l'habitation ou par les articles L.160-4 et L.480-1 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 44. ABSENCE DE REALISATION, REALISATION, MODIFICATION OU REMISE EN ETAT D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF D'UN BATIMENT D'HABITATION EN VIOLATION DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES EN VIGUEUR

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée, en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa remise en état, sans respecter les prescriptions techniques en vigueur, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales prévues par l'article L.152-4 du Code de la construction et de l'habitation. En cas de condamnation, le tribunal compétent peut ordonner notamment la mise en conformité des ouvrages avec la réglementation applicable, dans les conditions prévues par l'article L.152-5 de ce code. La non réalisation de ces travaux dans le délai imparti par le juge, autorise le maire à ordonner leur exécution d'office aux frais des intéressés en application de l'article L.152-9 du même code.

A la suite d'un constat d'infraction, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet), dans les conditions prévues par l'article L.152-2 du code.

ARTICLE 45. ABSENCE DE REALISATION, REALISATION, MODIFICATION OU REMISE EN ETAT D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EN VIOLATION DES REGLES D'URBANISME

L'absence de réalisation, la réalisation, la modification ou la remise en état d'une installation d'assainissement non collectif en violation, soit des règles générales d'urbanisme ou des dispositions d'un document d'urbanisme (notamment plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme) concernant l'assainissement non collectif, soit des prescriptions imposées par un permis de construire en matière d'assainissement non collectif, est passible des sanctions prévues par l'article L.160-1 ou L.480-4 du Code de l'urbanisme. En cas de condamnation, le tribunal compétent peut ordonner notamment la mise en conformité des ouvrages avec les règles d'urbanisme applicables à l'installation en application de l'article L.480-5 du même code. La non réalisation de ces travaux dans le délai imparti par le juge, autorise le maire à ordonner leur exécution d'office aux frais des intéressés en application de l'article L.480-9 du code.

Dès que le constat d'infraction aux règles d'urbanisme a été dressé, les travaux peuvent être interrompus par

voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet), dans les conditions prévues par l'article L.480-2 du code.

ARTICLE 46. VIOLATION DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES PRISES EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF PAR ARRETE MUNICIPAL OU PREFECTORAL

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier concernant les filières, expose le contrevenant à l'amende prévue par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003.

ARTICLE 47. POLLUTION DE L'EAU DUE A L'ABSENCE D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF OU A SON MAUVAIS FONCTIONNEMENT

Toute pollution de l'eau qui aurait pour origine l'absence d'une installation d'assainissement non collectif sur un immeuble qui devrait en être équipé en application de l'article 5 ou au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, peut donner lieu à l'encontre de son auteur à des poursuites pénales et aux sanctions prévues par les articles L.216-6 ou L.432-2 du Code de l'environnement, selon la nature des dommages causés.

Autres

ARTICLE 48. LITIGES ET VOIES DE RECOURS

Les litiges portant sur l'application du présent règlement dont l'utilisateur s'estime lésé peut saisir les tribunaux compétents.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Président d'Annonay Rhône Agglo.

ARTICLE 49. OPPOSABILITE DU REGLEMENT

Le présent règlement est téléchargeable sur le site internet d'Annonay Rhône Agglo et disponible à la régie d'assainissement.

La demande d'installation d'un ANC dans le cadre du contrôle de conception vaut acceptation sans réserve du présent règlement.

ARTICLE 50. APPROBATION ET MODIFICATION DU REGLEMENT

Les termes du règlement sont approuvés par le conseil communautaire d'Annonay Rhône Agglo.

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

ARTICLE 51. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT

Le présent règlement entre en vigueur à l'accomplissement des formalités de publicité et de transmission au contrôle de légalité.

Le présent règlement qui abroge toutes les dispositions antérieures entre en vigueur le 10 avril 2025.

Annexe 1

GLOSSAIRE

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou encore assainissement autonome : par ce terme, on désigne toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées, des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. L'installation pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

Agglomération d'assainissement : conformément à la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux résiduaires urbaines et à l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales, une zone dans laquelle la population et les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station de traitement des eaux usées et un point d'évacuation finale. Dans certains cas, les eaux usées d'une même agglomération peuvent être acheminées vers plusieurs stations de traitement des eaux usées et donc avoir plusieurs points d'évacuation finale.

Capacité nominale de traitement : la charge journalière maximale de DBO5 admissible en station, telle qu'indiquée dans l'acte préfectoral, ou à défaut fournie par le constructeur.

Charge brute de pollution organique (CBPO) : conformément à l'article R. 2224-6 du code général des Collectivités territoriales, le poids d'oxygène correspondant à la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) calculé sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année. La CBPO permet de définir la charge entrante en station et la taille de l'agglomération d'assainissement.

DBO5 : La demande biochimique en oxygène pendant cinq jours est l'un des paramètres de la qualité d'une eau.

Elle mesure la quantité de matière organique biodégradable contenue dans une eau. Cette matière organique biodégradable est évaluée par l'intermédiaire de l'oxygène consommé par les micro-organismes impliqués dans les mécanismes d'épuration naturelle. Ce paramètre est exprimé en milligramme d'oxygène nécessaire pendant cinq jours pour dégrader la matière organique contenue dans un litre d'eau.

MES : Les matières en suspensions est l'un des paramètres de la qualité d'une eau. Ce sont les particules non dissoutes visibles à l'œil nu de nature organique et minérale.

Equivalent Habitant (EH) : Unité française de mesure conformément à l'article R. 2224-6 du code général des

collectivités territoriales, est l'unité de mesure d'une station d'épuration. Cette unité de mesure se base sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

Immeuble : immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment les habitations, constructions et locaux affectés à d'autres usages que l'habitat, qu'ils soient temporaires ou permanents.

Eaux usées domestiques ou assimilées : elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, au titre de l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont les eaux ménagères (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes (provenant des WC).

Usager du SPANC : l'usager du service public d'assainissement non collectif est, soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'une installation d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit. C'est-à-dire toute personne dont l'habitation n'est pas raccordée au réseau public d'assainissement collectif et bénéficiaire des missions du service.

Mission de contrôle de l'assainissement non collectif : Les modalités d'exécution de cette mission sont définies par l'arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatif au contrôle de l'assainissement non collectif ou toute réglementation ultérieure.

La mission de contrôle, qui incombe au SPANC, vise à vérifier que les installations ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Zonage d'assainissement : après enquête publique, il définit notamment les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation.